Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN ROUMANIE

Revue des médias roumains des 25 - 27 février 2017

n° 19234

Manifestations pour et contre le gouvernement.
L'enquête sur l'ordonnance d'allègement de la législation anticorruption, transférée au Parquet général.
La Cour constitutionnelle (CCR) constate un conflit constitutionnel entre le gouvernement et le ministère public au sujet de la modification de la législation pénale.

Manifestations. Les manifestations contre la corruption et le gouvernement se sont poursuivies hier pour le quatrième dimanche consécutif depuis la tentative avortée d'assouplissement de la législation en matière de corruption. Quelques milliers de personnes (5 000 selon certains médias) ont manifesté hier soir sur la place de la Victoire de Bucarest, appelant à la démission du gouvernement et affichant le hashtag *#Rezist* (*Je résiste*). Les manifestants ont également formé le drapeau européen à l'aide de filtres colorés, illuminés par des téléphones portables (*Agerpres*). « *Nous savons très bien que nous sommes Roumains, mais il y a une chose que nous savons moins : nous avons deux identités – roumaine et européenne – et nous devons être fiers des deux* », a déclaré l'écrivain Mircea Cărtărescu, qui a été parmi les manifestants. « *Ce soir, nous souhaitons transmettre un message à l'Europe. Nous sommes pour l'Europe, et l'Europe doit elle-aussi être à nos côtés* », a affirmé à son tour un autre manifestant interrogé par *Digi 24*. Des manifestations antigouvernementales ont eu lieu dans plusieurs villes à travers la Roumanie, cumulant environ 2 000 participants (*Agerpres*).

Abordant le sujet des manifestations, le Premier ministre Sorin Grindeanu a déclaré sur une chaîne de télévision que « *le slogan #rezist (Je résiste) est valable pour moi aussi. J'essaie de calmer les choses, parce que je veux mettre en œuvre notre programme de gouvernement* » (*PRO TV*).

D'autre part, le Parti social-démocrate (PSD), principale formation de la coalition gouvernementale, a organisé samedi 25 février une manifestation de soutien au gouvernement, à Târgoviște (département de Dâmbovița, sud). Le nombre de participants s'est élevé selon la presse à environ 8 000. « *Nous nous sommes rassemblés pour appeler à ce que nos droits soient respectés, que les résultats des élections législatives du 11 décembre dernier soient respectés. Nous sommes venus dire que le peuple est souverain* », a déclaré Adrian Țuțuianu, président du PSD Dâmbovița. Présente à cette manifestation, Rovana Plumb, députée sociale-démocrate de Dâmbovița et ministre déléguée aux Fonds européens, a salué l'engagement des manifestants en faveur d'une « *Roumanie normale, digne et fière, dans laquelle l'abus ne revienne plus* ». « *Au PSD, nous sommes pour la Roumanie et pour les Roumains* », a-t-elle ajouté (*Adevărul*, *Agerpres*).

Enquête sur la modification de la législation pénale. La Direction nationale anticorruption (DNA) a décliné aujourd'hui sa compétence et a transféré au Parquet général l'enquête sur l'adoption par le conseil des ministres du 31 janvier 2017 de l'ordonnance gouvernementale n°13 dépénalisant certains faits de corruption, qui a provoqué les manifestations sans précédent. N'ayant pas identifié dans cette affaire de faits de corruption relevant de sa compétence, la DNA a néanmoins pris la décision de saisir le Parquet quant à la possible existence de cinq autres infractions : complicité d'infractions, communication de mauvaise foi d'informations inexactes, élimination/destruction de documents, élimination/destruction de preuves ou d'écrits, faux intellectuel. Selon la DNA, à la suite de discussions tendues au siège du gouvernement, le ministère chargé de la Relation avec le Parlement (MRP) a été contraint de modifier son avis initial sur l'ordonnance décriée, qui recommandait la modification de l'acte ou sa transformation en projet de loi (*HotNews.ro*, *Agerpres*).

D'autre part, la Cour constitutionnelle roumaine (CCR) a statué aujourd'hui que la DNA avait outrepassé ses compétences en vérifiant l'opportunité de l'adoption de l'ordonnance n°13, car le Gouvernement avait le droit exclusif de juger de l'opportunité de l'adoption d'un acte. L'action de la DNA a « *perturbé le bon fonctionnement du gouvernement* », a déclaré Valer Dorneanu, président de la CCR. La Cour a admis ainsi la contestation déposée par Călin Popescu-Tăriceanu, président du Sénat, qui avait saisi la CCR le 8 février dernier, dénonçant un conflit constitutionnel entre le gouvernement et le ministère public, estimant que la démarche de la DNA de lancer une enquête sur la manière dont l'ordonnance n° 13 avait été élaborée, était susceptible de créer des « *blocages institutionnels* » (*Agerpres*). « *Les procureurs ne sont pas autorisés à enquêter sur l'opportunité, la légalité ou la constitutionnalité d'un acte juridique* », a déclaré à son tour aujourd'hui Tudorel Toader, ministre de la Justice (*Agerpres*).

La France en Roumanie et la Roumanie en France

- La 42ème édition des prix Césars, qui a eu lieu vendredi dernier à Paris, bénéficie d'une large couverture dans les médias roumains, qui reprennent le palmarès et relatent aussi les discours et les autres détails de la cérémonie (*PRO TV*, *Mediafax*, *Europa FM*, *România TV*, *Agerpres*, *Ziua de Cluj*).

- « *La lutte contre la corruption. La voie roumaine* », Dans le domaine de la lutte contre la corruption, c'est peut dire que l'exemple vient d'où on ne l'attend pas (*France Inter*).

- « *Manifestations anti-corruption en Roumanie: les Bucarestois en appel à l'UE* », Vingt-septième jour de manifestation en Roumanie avec une mobilisation certes moindre ce dimanche soir. 5 000 personnes ont formé un drapeau aux couleurs de l'UE dans la capitale Bucarest (*Radio Roumanie internationale*).

- « *Roumanie. Des manifestants forment le drapeau de l'UE à Bucarest* », Plusieurs milliers de personnes ont protesté dimanche à Bucarest contre le gouvernement social-démocrate qui a tenté en début d'année d'affaiblir la lutte contre la corruption (*Ouest France*).

- « *La protestation continue en Roumanie* », Le mouvement anticorruption se poursuit malgré les reculs du gouvernement (*Le Monde*).

- *ActiveNews* reprend l'interview accordée par le philosophe Eric Sadin à *La Tribune* (« *La Silicon Valley vise la conquête intégrale de la vie* »).

Retrouvez l'ensemble de nos revues de presse sur le site Internet de l'Ambassade de France en Roumanie.

Cette revue de presse, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, se limite à présenter des éléments publiés dans les médias roumains. Elle ne reflète en aucun cas la position de l'ambassade ou du gouvernement français.

© Tous droits de diffusion et de reproduction de cette revue de presse sont réservés à l'Ambassade de France en Roumanie